

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ficcobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).
• Belgique : 18 Fb • Suède : 2,25 Kr
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L
• Grèce : 20 Dr • Suisse : 1 Fs
• Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar
• Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

Après les violents affrontements de samedi lors d'une manifestation raciste à Londres CALLAGHAN ACCUSÉ DE PROTÉGER LES FASCISTES

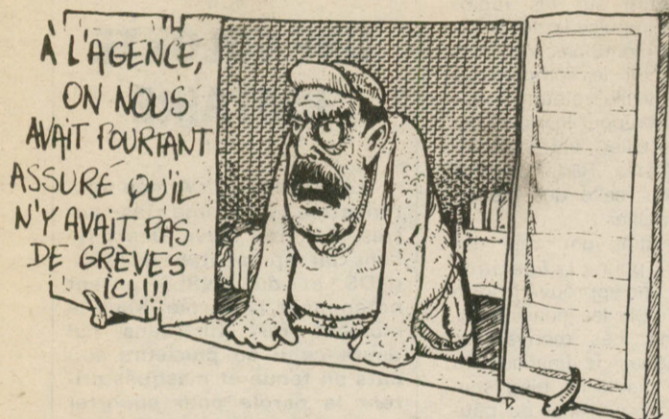
Cent onze blessés dont cinquante-cinq policiers, deux cent quatorze arrestations, tel est le bilan d'une des manifestations les plus violentes que l'Angleterre ait connues depuis la guerre.

Samedi, le Front national avait décidé d'organiser une marche raciste à Lewisham, banlieue populaire au sud de Londres où vivent de nombreux travailleurs immigrés. Pendant plusieurs heures, des milliers d'antifascistes se sont heurtés aux quatre mille policiers venus protéger sur ordre du gouvernement travailliste les cinq cents manifestants fascistes. La violence des affrontements a suscité une profonde émotion en Grande-Bretagne.

Le Premier ministre a entamé des consultations avec ses collègues, notamment celui de l'Intérieur. Le Front national, en effet, envisage de nouvelles manifestations et le gouvernement hésite entre l'interdiction ou le renforcement de la répression. La police a été débordée par les antifascistes et dans les milieux gouvernementaux, on laissa entendre qu'on allait désormais « utiliser des techniques mises au point en Ulster pour contenir les foules ».

Lire page 2

Espagne : grève du personnel hôtelier



Succès du rassemblement autonomiste corse

10 000 personnes ont participé au rassemblement de l'Union du peuple corse (UPC), dimanche à Furiani, près de Bastia. C'est un succès incontestable pour les autonomistes qui entendent désormais faire de leur mouvement un véritable parti politique. Edmond Siméoni, qui a prononcé un discours politique jugé, par beaucoup, très « en retrait » par rapport aux thèses traditionnelles de son organisation a notamment réclamé le statut d'autonomie pour l'île, l'adoption d'une loi du retour, et le recensement du peuple corse conduisant à l'établissement d'une carte d'identité.

L'apparition-surprise de Max Siméoni, dans le maquis depuis plusieurs mois, n'a pas dissipé un certain malaise provoqué dans l'assistance

par les condamnations sans équivoque des actions du Front de libération national corse. (FLNC). Celui-ci a revendiqué l'attentat contre le relais de télévision de Serra di Pigno, dans la nuit de vendredi à samedi, qui a causé de considérables dégâts et qui privera les téléspectateurs d'émissions pendant plusieurs mois. Le week-end, d'ailleurs, a été marqué par de nombreux autres attentats.

On relèvera que « l'Humanité » de lundi matin commente avec prudence et sympathie le rassemblement de Furiani avant de conclure : « Autre manifestation, mais dont les raisons n'ont rien de comparables, celle qui s'est déroulée au Larzac. » !...

Lire en page 3

Larzac : 50 000 contre le camp militaire



Photo Armand Borlant

50 000 à Malville contre le programme nucléaire de l'EDF, 50 000 au Larzac contre l'occupation des terres par l'armée, des milliers à Naussac contre l'installation du barrage. Cet été n'aura pas connu de trêve.

La période qui s'ouvre va être dominée par la préparation des élections. Tous les appareils politiques et le gouvernement ont même trouvé l'enjeu suffisamment important pour ne pas se mettre en vacances. Et pourtant, les mobilisations de masse auxquelles nous avons assisté avaient toutes pour caractéristiques communes de ne pas avoir été organisées par les partis électoralistes. On peut même dire qu'elles ont créé, au sein des organisations ouvrières, un malaise évident. Les thèmes mis en avant par les manifestants du Larzac ou de Malville ne rentrent effectivement pas dans le cadre du Programme commun et ne peuvent que susciter l'opposition des dirigeants de la gauche. Mais, ces thèmes mobilisent et interrogent des centaines de milliers d'électeurs potentiels. On comprend dès lors l'embarras du Parti socialiste qui, en participant timidement aux mobilisations, à ses côtés sans être dedans, cherche les formes d'une récupération électorale du mouvement en approuvant ses aspirations tout en condamnant le fond.

Le Parti communiste, en parti « responsable » a préféré griller de vitesse en s'opposant d'emblée et violemment à des mobilisations qu'ils ne contrôlent pas et dont il désapprouve les objectifs et qui ne rentrent pas dans le climat paisible qu'il veut instituer à la veille des élections. Cet attitude « dure » qui rap-

pelle le passé récent d'un parti qui a décidément du mal à admettre la contradiction sans y trouver immédiatement la main de la bourgeoisie, ne manque pas de provoquer des remous en son sein, y compris dans l'appareil. Hier, l'Humanité réservait cinq lignes à la manifestation du Larzac, alors que le quotidien communiste la Marseillaise y consacrait des colonnes entières...

La force des mobilisations de cet été, leur combativité, représentent un phénomène important que nous avons pour notre part sous-estimé, mais personne ne devrait se réjouir de l'hostilité du PC et du PS. Ceux qui étaient au Larzac ou à Malville ne représentent en aucune façon une force politique alternative au Programme commun.

Déjà, certains responsables des mouvements écologistes, gonflés de leur succès électoraux, semblent attirés par les sirènes des urnes et prêts à disposer électoralement d'une force qui ne lui appartient pas. La lutte contre l'application du Programme nucléaire ou contre l'armée bourgeoise doit être une lutte de masse, unitaire, s'efforçant de regrouper l'ensemble des courants du mouvement ouvrier. Elle doit, pour se renforcer, rompre l'isolement que tentent d'opérer, à son égard, les directions réformistes. L'objectif aujourd'hui n'est pas la création d'une quelconque force électorale, mais d'associer des millions de travailleurs à un combat aujourd'hui indispensable.

Alain Krivine

Parisien libéré : un accord pour aujourd'hui ?

C'est aujourd'hui à 17 h que Beullac, ministre du Travail, doit recevoir la délégation du Livre pour continuer la discussion sur les problèmes laissés en suspens dans la négociation d'un accord mettant fin à la lutte du « Parisien libéré » par la discussion mara-

thon de la semaine dernière.

Si un accord intervient finalement, il devrait être connu tard dans la soirée ou dans la nuit. Jeudi dernier, les communiqués syndicaux comme ceux du ministre faisaient état de la possibilité d'un tel accord.

Selon un sondage de l'institut Louis Harris, que publie aujourd'hui le quotidien le Matin, les intentions de vote se répartiraient comme suit si les élections législatives avaient lieu prochainement : 3 % au PSU et à l'extrême gauche, 21 % au PC, 30 % au PS, 6 % aux radicaux et au CDS, 19 % au PR et 21 % au RPR.

Ce sondage indique une stabilité des intentions de vote, si on le compare à d'autres effectués l'hiver dernier, qui donnaient la gauche victorieuse avec un pourcentage de voix situé entre 51 et 55 %. On remarquera toutefois que le sondage ne prend pas en compte la probable généralisation des candidatures « vertes » dans toutes les circonscriptions.

50 000 AVEC LES PAYSANS

« 77 ne sera pas la dernière moisson... »

De nos envoyés spéciaux.

Dès notre arrivée sur le plateau, au lieu du rassemblement, l'équipe spéciale « mouton futé » nous canalisée vers le parking où déjà plusieurs milliers de voitures sont garées dans un alignement parfait. « Nous sommes de la LCR, nous venons installer le stand. » On nous fait passer par le chemin réservé aux organisateurs. Ces derniers ont bien fait les choses : les emplacements des six meetings ont été choisis de façon à éviter toute interférence de son, les stands regroupés en divers endroits, les « coins bouffe », les latrines... de quoi ravir tout le monde, donnaient à ce lieu d'ordinaire si désertique, l'aspect d'une grande ville en plein air. D'emblée, une question venait à l'esprit : est-ce que ça va être politique ou pas ? La réponse ne tardera pas. Vers 20 h, samedi soir, quand débutèrent les forums, c'est la presque totalité des gens qu'on y retrouvera, les autres continuant à déambuler devant les stands des diverses organisations. Durant toute la nuit et jusqu'au dimanche après-midi, c'est un flot ininterrompu de voitures qui se déversera dans les champs alentour. La deuxième journée débutera par près d'une vingtaine de forums où les débats iront bon train : force de frappe, violence populaire et non-violence, luttes dans les casernes, minorités nationales, autoréductions, luttes paysannes, etc.

Larzac 1977, pour ceux qui ont assisté aux précédents rassemblements, est donc un Larzac encore plus militant, encore plus combatif. Mouna ne se déplace plus et le côté « catho » de la fête de la moisson de 1974 a laissé la place à l'apprentissage de la démocratie dans les différents forums, aux longs débats devant les stands d'organisations ou de boîtes en lutte (Lip était là). En 1974, on avait l'impression de gens qui se cotoyaient après l'enthousiasme du « Lip-Larzac, même combat », de la construction de la bergerie-reproche de La Blaquièrre l'année précédente, mais aujourd'hui, ce qui frappe, c'est le sérieux des discussions, la politisation des luttes écologiques, la prise de conscience antimilitariste et la volonté de lutte. Les thèmes des cinq forums (armée et militarisation, nucléaire et écologie, luttes paysannes et Larzac, minorités nationales, luttes ouvrières et emploi) prouvent s'il en est besoin l'étendue des débats qui ont eu lieu durant les deux jours. Les organisateurs peuvent être satisfaits, Larzac 1977 aura bien été « militant et offensif ».

Ce n'est vraiment que vers 14 h dimanche que l'on a pu évaluer le nombre des participants, quand derrière quatre-vingt tracteurs s'élançèrent, impatients, les soixante mille marcheurs. Sur près de trois cents mètres de large par endroit et sur au moins un kilomètre de long, la foule immense, impressionnante, pénètre dans le périmètre interdit. Là, des obus, parfois non éclatés, jonchaient le sol...

Sur les tracteurs ont pris place quinze soldats du 24^e RIMA de Perpignan, régiment actuellement en manœuvre sur le camp.

Les mots d'ordre fusent de toutes parts : « Lip, Malville, Nausac, Larzac, c'est tous ensemble qu'il faut frapper ! » ; « Ils chassent les paysans, tuent les manifestants, dehors le régime à Giscard ! » ; « Contre la répression, autodéfense des manifestations ! », etc.

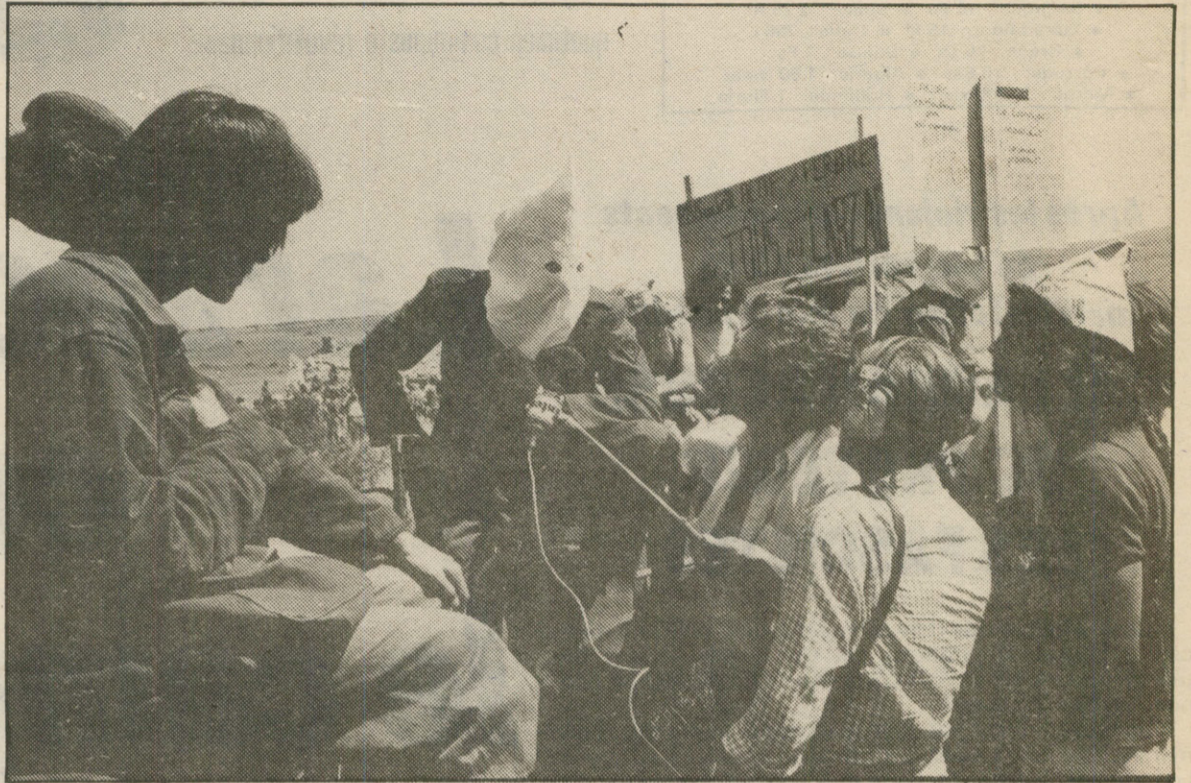
Et puis, il y a aussi les youyous, la Fanfare bolchevique, les chants révolutionnaires fredonnés. Des banderoles du PSU, de l'OCT, de la LCR,

des comités Larzac sont noyées au milieu de la masse des manifestants.

Arrivés aux Agastous, cette ferme que les militaires ont confisquée et transformée en réceptacle de champs de tir, un meeting est organisé. Cabanes, pour les comités Larzac, rappellera la signification de ce rassemblement à l'orée des législatives de 1978, l'avertissement qu'il représente pour « les partis traditionnels. Nous avons créé le rapport de forces pour que les partis de gauche respectent leurs engagements. » Fortier, du comité millavois, déclare, dans le même sens :

« Après 1978, nous continuerons la lutte si il le faut. » Y-a-t-il une meilleure conclusion possible ?

Alain Sullivan
Patrick Mars



Un des soldats du 24^e RIMA de Perpignan, solidaires des paysans.

Photo Armand Borlant

Le PS timidement

Quatre à cinq kilomètres avant le lieu du rassemblement, sur les deux côtés de la RN 9, des calicots du PS, la rose et le poing, sont plantés tous les dix mètres. Un vieux militant en 2 CV, lunettes en bandoulière attend patiemment au croisement d'un chemin à quelques centaines de militants des groupes d'entreprise qui doivent se réunir « en soutien aux paysans du Larzac. Il était normal que nous campions dans les champs du seul paysan socialiste du Larzac, à la Chassenove » nous explique

un des responsables manifestement embarrassé. « C'est vrai, on a exagéré la crainte de la provocation » avouera-t-il ! « Vous participerez à la marche ? » « C'est la base qui en décidera les modalités... On raconte que les coups de téléphone au siège parisien ont été nombreux dans l'après-midi de samedi... Mais il y a tant de mauvaises langues. Finalement, les militants socialistes étaient présents à la marche, mais leur banderole était bien petite au milieu de la marée humaine... »



Photo Armand Borlant

Présentes ce week-end au Larzac LES RADIOS LIBRES VEULENT SE COORDONNER

Dimanche, 9 h, sur 100 MHz, et d'un piton rocheux du plateau, une radio libre est née deux heures durant. Le camion brouillage, amené à la suite de l'annonce d'une radio-Larzac n'intervient pas. Interviews, mais aussi libres paroles des gens présents sur le plateau et retransmission du forum sur les radios libres : Radio 93 impulse le débat sur l'information, le monopole, etc. Tout cela débouche sur le communiqué ci-dessous. La veille, s'était tenue une longue réunion pour le moins curieuse, à Montpellier, entre Radio-Beau-Délire de Lille, Radio-Campus et Radio-Fil bleu, celle des giscardiens de Montpellier.

Les trois radios ont créé une association 1901 pour « la libération des ondes » et ont approuvé le projet de loi élaboré par les jeunes notables giscardiens. Les motivations, les choix politiques, le financement (les locaux de Radio-Fil bleu sont ceux du syndicat patronal du bâtiment) ne gênent nullement les animateurs de Radio-Beau-Délire, « pourvu qu'il y ait des mecs qui prennent un micro et qui ont quelque chose à dire ». Préoccupés uniquement par le fait de casser le monopole, un des animateurs nous dira même : « Entre un socialiste et un giscardien, je fais de moins en moins de différence. »

• Communiqué des radios libres présentes sur le Larzac.

« Les collectifs de radios Saint-Etienne, Marseille, Bordeaux, Annemasse, Beau-Délire de Lille, Clermont-Ferrand, Radio 93 (Seine-Saint-Denis), Abesses-Echo (Paris XVIII^e), Radio-Bastille (Paris XI^e et XIII^e), Radio-libre Toulouse, Radio-Larzac se sont retrouvés les 13 et 14 août sur le plateau du rassemblement. Cette rencontre s'est vite révélée vouloir être l'embryon d'une prochaine coordination nationale des radios libres. Pour concrétiser cette rencontre, nous avons fait la démonstration de notre convergence par une émission simultanée et en direct d'un forum des radios libres.

Une fois de plus, le Larzac a été le champ d'initiatives nouvelles et les radios libres s'inscrivent dans le cadre de cette lutte. Nous invitons tous les collectifs intéressés par cette coordination à transmettre

leurs coordonnées au numéro de téléphone suivant : 383.06.41. »

Un débat sur les luttes des soldats UNE VOLONTE UNITAIRE

Le meeting « Armée-militarisation », comme les autres, fut très suivi. Des paysans, un représentant du MAN, d'IDS et du CNSLS prirent notamment la parole. Mais le moment fort fut sans nul doute celui où plusieurs soldats en tenue et masqués prirent la parole pour apporter leur soutien aux paysans du Larzac et expliquer le sens de leur propre lutte au sein des casernes.

Autre fait important et qui se confirmera le lendemain au cours du forum sur les luttes des soldats, la volonté parmi les différentes organisations de soutien civil présentes de dépasser la cartélisation actuelle, de joindre ses efforts pour renforcer l'efficacité du soutien aux soldats. Information pour le droit des soldats (IDS), par la bouche de son représentant, exprime le vœu qu'après un certain nombre de campagnes communes sur les transports, l'hygiène et la justice militaire, une unification et un élargissement soient possibles. De même, J.-P. Mignard pour le CNSLS rappela que son mouvement, s'il constituait un pas en avant dans la mise en place d'un soutien efficace à la lutte des soldats, devrait s'élargir encore à de nombreuses autres forces ouvrières et démocratiques.

Nous sommes bien d'accord, le sectarisme n'est plus de mise, il a trop longtemps été préjudiciable à l'efficacité réelle du mouvement de soutien civil.

P. M.

DU LARZAC

Interview de deux paysans

« Nous on travaille, et eux, ils nous surveillent à la jumelle »

Nous arrivons à la ferme de Cavalies, occupée par les militaires depuis octobre dernier. Nous rencontrons Jean-Yves et François, tous deux paysans du Larzac. Depuis 15 jours, ils sont sur la brèche : la mobilisation bien sûr mais aussi les moissons qui ont déjà commencé. La discussion s'engage... à 50 m derrière nous, en haut de leur poste de surveillance, perché sur un arbre, un bidasse nous surveille...

Ch. B. et P.H.

Cette interview a été réalisée vendredi dernier, faute de place, elle n'a pu passer

● Pourquoi un rassemblement en 1977 ?

— J.-Y. : Principalement par rapport aux échéances de 1978, on tient à réaffirmer notre position. Si c'est la gauche qui passe, nous sommes déterminés à faire gagner notre lutte. Si c'est la droite, il faudra lui montrer qu'on est autant mobilisés. Larzac 1977, c'est une manière de bien montrer que le problème n'est toujours pas réglé et qu'il n'est pas question pour nous de donner un bulletin de vote et de laisser les mains libres aux partis politiques.

Ensuite, bien sûr, il s'agit de faire comprendre à la population que le Larzac n'est pas fini, que la lutte est quotidienne et qu'elle s'appelle : GFA, refus de l'impôt, occupation des fermes...

Enfin, on voudrait faire de ce rassemblement un carrefour des luttes, dégager leurs affinités, mettre en évidence l'opresseur commun.

● Quelles ont été les réactions ici sur le plateau, après les déclarations de Bonnet qui cautionnait toutes les provocations policières de Malville...

— J.-Y. : Il faut comprendre que le pouvoir est capable de mener le bâton et la carotte. Réprimer à Malville, laisser faire au Larzac. Il est vrai que l'enjeu du nucléaire est autrement plus important...

● Quels liens vois-tu entre le Larzac, Malville et Naussac ?

— J.-Y. : La liaison, c'est d'abord l'imposition par un gouvernement d'un projet sans le consentement des populations concernées. Le nucléaire aussi est important. Rien ne nous dit que le camp ne sera pas utilisé à cette fin comme le plateau d'Albion... On ne sait pas trop ce qu'il s'y passe dans ce camp ! Pourquoi par exemple, la ligne de chemin de fer Tournemire-Le Vignat qui passe dans le camp est-elle coupée ? Que se passe-t-il dans le tunnel ? Ici comme à Naussac, on vise les gens, pour aller où ? C'est ça la mobilité professionnelle à la mode Barre ! On n'a pas envie d'aller remplir les HLM des grandes villes, où il n'y a déjà pas de travail pour ceux qui y sont nés !

● Peux-tu expliquer ce qu'est un GFA et la lutte menée par ce biais ?

— J.-Y. : Le GFA, c'est un groupement foncier agricole qui fonctionne comme une société. Il y en a trois actuellement, composés par 3 000 actionnaires possédant chacun une part de 1 000 F. Par ce moyen, nous avons acheté des terres que certains propriétaires non exploitants étaient prêts à vendre. On a déjà réussi à acquérir comme ça environ 1 200 ha, mais pas n'importe quelles terres ! On a littéralement encerclé le camp militaire dans son périmètre d'extension actuel... Toute extension se heurte maintenant aux 3 000 actionnaires des GFA, ça fait du monde !

● Parle-nous de la procédure utilisée par l'armée, de la spéculation...

— J.-Y. : Certains spéculateurs ont acheté des terres ici, peu de temps avant que le projet d'extension ne soit rendu public. Ils devaient le savoir, et ils ont fait de bonnes affaires... C'est le cas du domaine de Montredon qui a été acheté par M. de Dernis, le P-DG de Néogravure : 800 ha pour 35 à 40 millions et revendus 270 millions l'an passé ! C'est aussi le cas du D' Muller qui a acheté la ferme de la Salvetat et du Cun pour 9 millions et l'a revendu 90 millions !

● Où, en est « l'avance » de l'armée aujourd'hui ?

— J.-Y. : En cinq ans, l'armée a obtenu par l'achat « à l'amiable » seulement 5 000 ha ; ce qui est finalement assez peu pour une armée... Les promoteurs vont bien plus vite en général ! Tout ce qui pouvait être acheté à l'amiable l'a été, pour toute extension nouvelle, l'armée devra dorénavant exproprier ce qui lui sera très difficile aujourd'hui.

● François, peux-tu nous raconter l'histoire de la ferme de Cavalies ?

— François : Notre principe ici, c'est de faire revivre ce que l'armée a détruit. Quand on a su que Cavalies avait été vendu à l'armée, on a décidé d'aller l'occuper le 2 octobre dernier. Mais deux jours plus tard, l'armée nous a chassés ! Alors on s'est installés à 50 m, sur un terrain de la SAFER, on y a construit une bergerie. Nous, on travaille, eux, ils nous surveillent à la jumelle ! Ils ont tenté plusieurs fois de nous intimider : réveils en pleine nuit, menaces de viol, l'un d'entre nous s'est fait tabasser, il a eu plusieurs côtes cassées. On a porté plainte mais le juge a rendu un non-lieu ! Ici, l'armée agit en toute impunité. Au moins, on ne se fait plus d'illusions sur la justice...

L'ambiance est souvent tendue. Pendant les vacances, ils mettent souvent des engagés, mais durant l'année, il y a des appels ici. Et certains, surtout les fils de paysans, ont vite compris le boulot qu'on leur fait faire. Souvent, ils font le mur et viennent discuter avec nous. L'un d'entre eux a même gardé les moutons une journée entière ! Dernièrement, le 75° RI de Valence était en manœuvre sur le plateau, son comité de soldats a fait un tract de solidarité avec notre lutte. Toutes ces manifestations de solidarité sont importantes pour nous, d'ailleurs, au moment où Chirac avait lancé son offensive contre les comités de soldats, nous étions montés à Paris pour distribuer des tracts à la gare de l'Est.

Un mot encore si tu le permets. Il faut que cela soit clair, notre lutte contre le camp militaire est aussi une lutte contre l'armée et si nous luttons contre l'extension ici, ce n'est pour que l'armée aille s'installer ailleurs !

politique

Le rassemblement de l'Union du peuple corse, dimanche

10 000 CORSES AFFIRMENT LEUR IDENTITE NATIONALE

De notre envoyé spécial, Bastia, le 15 août

Dès le matin, de toute la Corse, les convois de voitures immatriculées 20, 2 A ou 2 B, ornées du drapeau corse blanc à tête de maure convergent vers le rassemblement qu'organise l'UPC. A l'avant, des balayettes de branches fixées sur les pare-chocs contre les clous que les barbouzes ont l'habitude de mettre sur les routes pour bloquer les autonomistes dans les villages.

A l'entrée de Bastia, en face de Job-Bastos (la plus grande usine corse groupant 160 ouvriers), un gigantesque drapeau corse flotte sur deux chapiteaux bleus. Le parking se remplit progressivement tandis que le chanoine Casanova de Corte dit une messe en corse. L'évêché a fait distribuer ses réflexions sur la situation présente, montrant par là que le mouvement autonomiste commence à préoccuper la hiérarchie catholique.

Vers 16 h, 10 000 personnes sont rassemblées. Accompagné du chant *U Colombu*, Edmond Simeoni arrive à la tribune sous un tonnerre d'applaudissements. « *Autonomie ! Autonomie !* », le cri monte de la foule, que parcourt la blancheur des drapeaux agités. Des vieux soufflent dans les « cornu », coquillages servant de trompe. Une partie importante du peuple corse est là, rassemblée, non seulement ceux qui approuvent l'UPC, mais des milliers de Corses qui veulent affirmer leur identité nationale et leur révolte contre l'impérialisme français.

L'UPC se forme en un parti structuré

L'UPC veut désormais se structurer en un parti du peuple corse, aux structures solides. Xavier Belgodère, secrétaire général, présente les 21 membres du bureau politique, pour la plupart des hommes de 30-40 ans, membres de professions libérales, petits commerçants et hôteliers ou entrepreneurs. Lucien Alfonsi présente la nouvelle structuration de l'UPC : un nombre de militants limité à 1 500, « *excluant toute double appartenance* », « *une masse sympathisante plus large, noyau de béton qui doit entraîner le peuple tout entier* ». Il rappelle la détention scandaleuse de Serge Cacciari, emprisonné depuis août 1975, condamné par la sinistre Cour de sûreté de l'Etat : « *Serge Cacciari doit être libéré* » lance-t-il dans un tonnerre d'applaudissements. Dans son discours, Edmond Simeoni reviendra sur le sort de celui qui fut son compagnon de détention, jurant qu'il est innocent de l'assassinat d'un gendarme lors des émeutes d'août 1975 à Bastia.

Fin du peuple corse ?

Le discours d'Edmond Simeoni sera un long constat de la situation du peuple corse qui, aujourd'hui, risque de devenir minoritaire dans l'île, du fait de l'émigration massive de la jeunesse, du vieillissement des Corses insulaires et du peuplement croissant de l'île par des non-Corses. Pour arriver à réaliser un sursaut du peuple corse, il propose trois campagnes politiques pour l'UPC :

— le recensement du peuple corse au moyen d'un questionnaire d'identité donnant droit à une « *carte d'identité corse* » délivrée par l'UPC ;

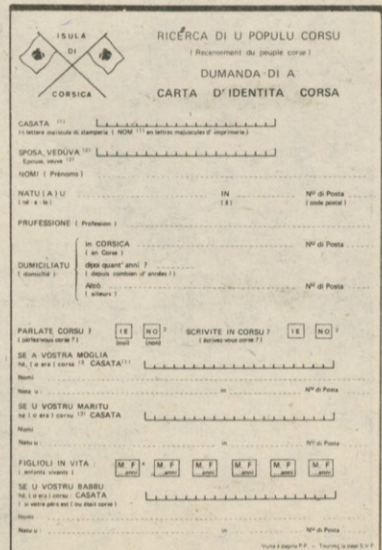
— l'internationalisation de la lutte, la recherche de la solidarité auprès des autres peuples. (Le message de solidarité de tous les participants au rassemblement du Larzac « *pour vi-*

vre et travailler au pays » fut longuement applaudi.)

— l'élaboration d'un statut complet d'autonomie, qui sera présenté avant les élections législatives et défendu par un gouvernement corse autonome.

La question de la violence

Cependant, le discours de Simeoni, par sa modération, a laissé sur



Lors du rassemblement de Furiani, Edmond Simeoni a annoncé le lancement d'un questionnaire pour « le recensement du peuple corse ». Celui-ci devrait notamment aboutir à l'établissement d'une « carte d'identité corse ».

Cantu u populu corsu

Pour affirmer la nécessité du bilinguisme, illustrer la renaissance de la tradition culturelle corse, l'UPC avait invité à Furiani de nombreux chanteurs s'exprimant en langue corse (Antoine Ciosi, Maryse Nicolai...). Parmi eux « *Cantu u Populu Corsu* », groupe de chanteurs non professionnels, fut le plus acclamé. Ils reprennent une vieille tradition corse qui est d'actualiser les paroles des chansons de lutte ancienne. Ils res-

pectent la tradition culturelle pour l'accompagnement (guitares, cornes, voix), avec la présentation de chaque chanson et l'insertion d'improvisations rimées sur l'actualité par le poète corse Filippi. En plus des vieilles chansons populaires, le contenu d'autres chants est particulièrement engagé.

L'ode « *à ceux qui agissent la nuit* », « *Clandestinu* » a dû faire grincer les dents de certains organisateurs...

Propos du dimanche

« L'opposition reste divisée sur les problèmes fondamentaux même si elle donne une impression d'unité de façade » a dit Chirac, dimanche, à Sud-Radio. « Les divisions de la droite sont pires, mais elles sont camouflées » a dit Mitterrand, dimanche, à TF 1. Ça c'est parlé !

Pas de nouvelle internationale

Mitterrand qui est en Crète, participant à un colloque sur le socialisme et la culture, n'envisage pas de construire une nouvelle internationale. « Le Parti socialiste français a son originalité, a-t-il poursuivi, il appartient cependant à une internationale socialiste très importante, très puissante, à l'intérieur de laquelle on peut observer naturellement des différences qui tiennent à l'origine idéologique, l'origine nationale et également aux problèmes concrets qui se posent à chacun d'entre nous là où il vit. »

Le nazi Kappler s'évade à Rome

L'ancien SS Herbert Kappler, responsable de l'assassinat de 335 ota-

ges aux Fosses Andreatines près de Rome en 1944, s'est évadé de l'hôpital militaire de Rome où il était soigné et emprisonné. C'est sa femme qui aurait organisé et en pratique réalisé cette évasion selon le Ministre italien de la Défense qui a expliqué, embarrassé, qu'elle l'avait sorti de l'hôpital dans une malle. Il est plutôt plus probable qu'il ait bénéficié de complicités dans le service de surveillance. Après tout les fascistes italiens sont encore en bonne place dans l'appareil d'Etat. Hier, la femme de Kappler annonçait que son mari se trouvait désormais en Allemagne de l'Ouest.

On l'a vu au Sri Lanka

Selon certaines informations, il avait failli être arrêté en Espagne il y a quelques temps ; selon d'autres, il était mort, liquidé par des gens pas contents de n'avoir pu toucher leur part du butin. Voilà maintenant qu'on dit l'avoir vu au Sri Lanka (ex-Ceylan), dans une banque où il négociait des chèques de voyage.

Histoires de volatiles

Les cigognes sont passées en Alsace, samedi, se dirigeant vers le Sud. C'est, paraît-il, le signe que l'été se termine. Quelques jours auparavant, on avait vu des poulets se diriger également vers le Sud, dans la direction du Larzac cette fois.

GRANDE-BRETAGNE

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE FRONT NATIONAL ET ANTIFASCISTES

Suite de la page 1.

Le Front national avait préparé sa provocation depuis longtemps, trouvant sans ses derniers succès électoraux une incitation à passer à l'offensive. La détérioration du niveau de vie et l'aggravation du chômage ont permis, ces derniers temps, aux racistes de trouver un certain écho dans les milieux populaires. Lors des dernières élections municipales, le Front national avait obtenu des scores allant jusqu'à 20 % dans certains quartiers de Londres. Toute leur campagne consistait à expliquer que le développement du chômage (6,8 % de la population active) vient des deux millions et demi de « gens de couleur » vivant en Angleterre. Il exige l'expulsion de ces travailleurs.

« Halte aux délinquants. 80 % des délinquants sont noirs, 85 % de leurs victimes sont blanches. » C'est sous cette bannière que le Front national, de plus en plus infiltré par les militants du Parti nazi, comptait manifester, samedi.

C'est dans l'unité que les antiracistes ont répondu à cette provocation. Tous les comités antiracistes de Londres, le PC, les sections travaillistes locales, de nombreuses sections syndicales et les organisations d'extrême gauche avaient appelé à une contre-manifestation qui regroupa au début plus de cinq mille personnes. Des députés, des syndicalistes, des hommes d'Eglise avaient demandé au gouvernement d'interdire cette marche, mais finalement, le Premier ministre, James Callaghan, préféra opérer une mobilisation massive de la police londonienne pour protéger les fascistes.

Dès l'apparition du premier barrage de police, le PC appela à la dispersion. A l'appel des organisations d'extrême gauche, plus de trois mille manifestants refusèrent et s'efforcèrent de disperser la marche du



Front national qui ne put démarrer à l'endroit prévu, déjà occupé par les organisations révolutionnaires. La bataille fut très violente et, hier matin, le PC ne trouva rien de mieux à faire que de sortir un tract attaquant sur un même pied les fascistes et les « gauchistes ».

A la veille des futures manifestations racistes, des discussions se déroulent dans les organisations ou-

vières sur les méthodes à employer contre la campagne raciste. D'autant plus que les militants du Front national multiplient les attaques physiques dans la rue contre les Noirs, les vendeurs de journaux ouvriers et les homosexuels dont l'un d'entre eux fut battu à mort, le week-end dernier, à Finsbury Park.

Enfin, les Britanniques découvrent chez eux des techniques de répression utilisées jusqu'à présent

contre les révolutionnaires irlandais. L'évêque anglican de Southwark Mervyn Stockwood allant jusqu'à déclarer « que la police avait perdu la confiance de la population ».

Les antifascistes anglais, eux, sont décidés à ne plus tolérer les manifestations racistes et à aider ainsi les populations de couleurs à prendre les mesures d'autodéfense dans les quartiers où elles résident.

A. K.

Le PCF et l'impérialisme français

3/ L'impérialisme c'est les autres

A lecture de l'ouvrage collectif du PCF « L'impérialisme français aujourd'hui » publié par les Editions sociales (cf. Rouge des 12 et 13 août) on est en droit de demander aux militants de ce Parti ce que signifient des expressions dont sont truffés ces écrits comme « l'étranger », « la RFA d'Helmut Schmidt », les « groupes cosmopolites, et même « la France » ; c'est qui « la France... » ?

On pourrait même faire remarquer aux auteurs de l'ouvrage concerné, que, dans leurs propres propos, étant donné leur contenu ultranationaliste, il est malaisé de distinguer leurs critiques de l'impérialisme français » de leur défense de la France et du patrimoine national. Bien sûr est-il précisé que « ouvriers, ingénieurs, techniciens, chercheurs ont contribué à conquérir, par leur travail et leur savoir-faire des positions avancées dans des secteurs de haute technologie », mais c'est pour préciser aussitôt, au sujet de l'aéronautique que « la France occupe la première place en Europe capitaliste dans ce secteur ». Qu'est-ce que cela signifie exactement ? Que « nos » travailleurs sont meilleurs que les Italiens ou les Hollandais ? Ou bien que « notre » capital est plus rentable « dans ce secteur » que celui de la RFA ?

Mais sur ce plan, comme sur tous les autres, l'abandon à marche forcée des bases élémentaires du marxisme engendre un déroulement implacable. On ne se contente pas de combattre la « soumission économique » à l'« étranger », on bat le rappel pour la « défense de l'intégrité du territoire

national (...) C'est-à-dire aussi qu'il faut cesser de brader aux firmes multinationales à dominante US ou ouest-allemande des secteurs de l'économie essentiels pour la défense ». Cette défense « doit donc être « tous azimuts » ce qui n'est pas le cas aujourd'hui », et encore « notre conception de la défense entend exclure que la France puisse être entraînée dans des guerres étrangères à ses intérêts nationaux... ». Résultat pratique de cet internationalisme étincelant : ces milliers d'affiches qui couvrent actuellement les murs de Paris : « Fabriquons français » ou « Ils interdisent Concorde à New York, interdisent les Boeing américains à Paris ».

Une fois adoptées les notions de « indépendance nationale », « défense nationale », « agresseur étranger », par quel miracle serait-il possible d'avoir une ligne internationaliste et quelle pratique autre que celle à laquelle a dû aboutir le PCF pourrat en découler ?

Bien entendu, les auteurs du livre n'oublient pas de pratiquer l'amalgame crapuleux entre ceux qui ne sont pas enthousiasmés par leur campagne hyper-chauvine et les « internationalistes » du capital... Et nous pouvons prendre ces « communistes » là très au sérieux : si « la patrie est en danger » ils la défendent les armes à la main contre des millions d'autres travailleurs !

Pourquoi, p. 30, est-on tenté de voir un regret que « la place des monopoles français s'en trouve amoindrie... les entreprises françaises se trouvent réduites à un rôle de

sous-traitance, parce que, pour des opérations communes, des capitaux français se seraient « coalisés » avec des capitaux allemands, japonais... A quoi riment ces notions typiquement bourgeois de « prestige » ou de « rayonnement » ? Si ce n'est pour admettre qu'on se place intégralement sur le terrain de l'ennemi de classe, de cette bourgeoisie, de cet impérialisme qu'on est censé combattre ? Ce qui nous est confirmé, p. 60, par ces lignes éminemment gaulliennes : « Et pourquoi ne pas le dire, nous avons nous aussi une certaine idée de la France ». Il s'agit dès lors de lutter avec tous les « nationaux », contre les « forces réactionnaires et anti-nationales au pouvoir qui enfoncent le pays dans la crise et le livrent à la dépendance étrangère ». En avant toute pour une « bataille pour le destin national » !

Un bilan tout provisoire

La lecture de ce livre, ou plutôt du compte rendu de ce colloque organisé par le PCF au lendemain du XXII^e Congrès, doit nous permettre de poser une série de questions aux militants de ce Parti. Par exemple, pourquoi, bien que le « PCF a depuis 1969 combattu la politique de réinsertion de la France dans l'OTAN, il a accepté de ne pas poser dans le Programme commun le retrait de la France du Pacte atlantique » (p. 49) ? Et encore celle-ci : en quoi différerait de la politique à Giscard « politique de coopération loyale et efficace avec tous les pays du monde dans le respect de

la non ingérence et des avantages réciproques » (p. 43) ? On ne laissera pas non plus le PCF stigmatiser la social-démocratie caractérisée par sa politique de « collaboration de classe (qui), aujourd'hui signifie gestion de la crise » (p. 155) sans l'interroger sur la politique actuelle du parti frère italien... Faisons encore remarquer à Fidel Castro qu'il devrait lire Jean Kanapa selon qui (p. 187) « le temps où les Etats impérialistes pouvaient soumettre au blocus un pays se libérant de l'hégémonie du grand capital ; ce temps est revu ». Et finissons en beauté par les inimitables M. et R. Weyl pour qui les Nations-Unies constituent « une organisation universelle de sécurité internationale née de la bataille mondiale contre la tyrannie interne et internationale du fascisme et qui repose sur l'idée de la souveraineté interne et sur la souveraineté nationale, à contenu populaire, des nations participantes » (p. 174).

La dernière question, nous devons la poser à tous ceux qui nous connaissent et nous lisent : le « social-chauvinisme » du PCF d'aujourd'hui est-il moindre que celui de la II^e Internationale dont la faillite historique amena Lénine et Trotsky à s'orienter vers la construction d'une III^e Internationale communiste ? Sûrement pas ! Il faut donc tirer les mêmes conclusions et redoubler d'efforts pour construire une internationale marxiste révolutionnaire de masse avant que le chauvinisme n'ait pu ravager à nouveau le mouvement ouvrier européen.

Jean François Godchau

FIN

CUBA

Mort d'un bureaucrate déchu

Le vieux dirigeant communiste cubain Anibal Escalante disparaît au moment où la ligne politique qu'il préconisait depuis toujours, et qui lui valu de très sérieux démêlés avec l'équipe fidéliste après la prise de pouvoir, passe chaque fois plus dans les faits.

Militant communiste depuis 1932, Escalante associera son nom à toutes les trahisons du stalinisme dans cette région du monde comme l'alignement sur le « fatalisme géographique » vanté par le dirigeant du PC américain Browder, qui devait faire subordonner les tâches politiques des communistes dans les pays dépendants au rythme de la marche vers le Grand soir dans la citadelle nord-américaine :

« Quand la politique des fronts populaires puis l'alliance avec les hommes de paille des Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale sera à l'ordre du jour, Escalante ne sera pas le dernier des dirigeants communistes à entrer dans le gouvernement formé en 1940 par les conservateurs du Parti démocrate républicain. Le président de la République s'appelait alors Fulgencio Batista.

C'est ce même Batista que l'on retrouvera au pouvoir après son putsch du 10 mars 1952 et qui ne sera chassé que lors de la prise de La Havane le 2 janvier 1959 par les colonnes du Mouvement du 26 juillet.

Après la prise du pouvoir, la question de l'unification des organisations qui avaient participé d'une manière ou d'une autre à la chute de la dictature se posa. Il s'agissait du Mouvement du 26 juillet, du Directoire étudiant du 13 mars et du PSP, Parti socialiste populaire, dénomination du Parti communiste cubain de l'époque.

C'est dans la délicate tâche qui consista à fondre organiquement ces trois mouvements qu'Anibal Escalante s'illustrera une nouvelle fois, pour tenter de conquérir pour le PSP une place hégémonique que sa politique avant la chute de Batista ne lui avait pas permis d'acquiescer. Ce sera l'occasion de la première affaire Escalante.

C'était l'époque où Fidel dénonçait les « modèles » importés et le délire de contrôle bureaucratique des vieux staliniens cubains. Exit Escalante pour l'Union soviétique.

Revenu à Cuba en 1964, à l'époque de la tenue de la conférence des PC d'Amérique latine, Escalante sera discrètement réhabilité et jouera son rôle d'animateur de la lutte contre l'orientation internationaliste de la révolution cubaine, jusqu'à ce que, quatre mois après la mort du Che en Bolivie, n'éclate la seconde affaire Escalante.

Dénoncé le 24 janvier 1968 par Fidel Castro, le vieux routier du stalinisme passera devant un tribunal révolutionnaire dont le procureur sera Raul Castro. Le style policier du réquisitoire et les accusations d'espionnage au profit de puissances étrangères (les pays de l'Est) cachaient mal la rae des dirigeants de l'équipe castriste devant ce qu'ils appelaient « l'infiltration du Parti, de l'administration », etc., par les tenants de la ligne Escalante. La forme même du procès occulta devant les larges masses les contradictions évidentes entre l'orientation de la vieille garde stalinienne et celle de l'équipe fidéliste. Il est vrai qu'un authentique débat politique public aurait alors mené à une rupture avec l'URSS que la situation de l'île ne rendait guère possible.

Condamné à la prison, puis invité à se réhabiliter par le travail dans une ferme, Escalante aura eu au moins la satisfaction de voir une bonne part de ses orientations acquiescer chaque jour davantage droit de cité et être reprises et défendues publiquement par ceux-là mêmes qui l'avaient écarté des affaires.

UNE ANNEE SOCIALE SANS TREVE

Cette année aussi, les vacances auront été l'époque des mauvais coups que patronat et gouvernement multiplient, lorsque les capacités de riposte, du moins l'espèrent-ils, de la classe ouvrière sont affaiblies par la période des congés. Les mois de juillet et août ont vu les flics intervenir dans plusieurs entreprises occupées, les dernières étant Mécano à La Courneuve (en lutte depuis mai) et Mottais en Bretagne. Les menaces d'intervention à Lip se sont multipliées; des boîtes ont fermé brutalement, comme Montefibre dans les Vosges; le patronat de la sidérurgie a voulu profiter de l'« occasion » pour accélérer le « dégraissage » des effectifs des travailleurs de Sacilor-Sollac. Les tribunaux en référé n'ont pas chômé non plus, contre ceux de Schlumpf et Duffrenne, par exemple.

Mais ce n'est pas dans un climat de vacances que ces mauvais coups sont tombés. De juillet à septembre, le gouvernement aura essayé d'occuper le terrain pour faire croire au succès de son plan et se sera heurté au refus des travailleurs de prendre des vessies pour des lanternes.

Les mesures du plan Barre pour l'emploi des jeunes n'étaient que poudre au yeux, « cache-mi-sère »; l'inflation continue et a déjà dépassé l'objectif fixé des 6,5 %; quant au chômage, selon les chiffres officiels, il y avait en juillet trente mille chômeurs de plus qu'en juin et une baisse des offres d'emplois. Elles n'ont même pas fait illusion le temps des congés payés !

Tout l'été, le régime a montré son vrai visage, c'est le même gouvernement qui tue à Malville et qui refuse pendant un mois son accord au « Parisien libéré », qui envoie les flics chez Mécano et explique qu'il veut « aider la machine-outil ». La majorité a voulu marquer des points, ouvrir la campagne électorale sans attendre la « rentrée », elle s'est heurtée à la riposte des travailleurs et de leurs organisations syndicales : la vigilance s'est renforcée autour des Lip qui ont annoncé qu'ils ne se laisseraient pas déposséder de leur outil de travail; ceux du Livre ont menacé de faire grève si l'accord du « Parisien » n'était pas signé; à Montefibre, un sursis a été obtenu; les informaticiens du Crédit lyonnais ont mené une lutte résolue pendant plusieurs semaines; des mouvements ont eu lieu chez les aiguilleurs du ciel, à la SNCF, montrant que les vacances aussi sont propices à la lutte.

Les menaces, chômage, inflation, répression, se sont donc accrues au lieu de s'apaiser pendant l'été; la rentrée sociale se profile déjà et les travailleurs devront accentuer leur mobilisation pour répondre aux problèmes qu'ils devront affronter : blocage des salaires alors que l'inflation demeure (des négociations sont prévues dans la Fonction publique), licenciements massifs dans la sidérurgie, le textile, le bâtiment, la construction navale, etc., chômage des jeunes (700 000 prévus à la rentrée), répression contre ceux qui luttent pour leur emploi, parfois depuis plusieurs années et auxquels la seule riposte apportée, c'est l'intervention des flics.

Campagne électorale ou pas, pour les travailleurs, il s'agit d'ores et déjà de se mobiliser contre le plan-carcen du plan d'austérité et pour obtenir satisfaction sur leurs revendications.

N. G.

Mattéi Cap-Corse

Une usine occupée en bord de mer

Les glaçons s'entrechoquent dans les verres. L'entretien commençait bien: assis dans le bureau de la direction, je prenais l'apéritif...

Mattéi-Cap-Corse: une vieille entreprise corse d'apéritif (fondée en 1872, basée notamment sur

les marchés coloniaux) implantée à Bastia, face à la mer. Aujourd'hui, le patron, Borghetti, veut réaliser une juteuse opération immobilière en vendant les terrains et en cédant l'entreprise après avoir licencié une partie du personnel.

Courant juillet, la direction disparaît, laissant pourrir la situation. Les cinquante-huit ouvriers, ne sachant pas comment ils seront payés à la fin du mois, se mettent en grève, le 21, restant dans l'entreprise, contrôlant les stocks. A l'initiative de la CGT, seul syndicat de l'usine, créé en 1973 contre les premiers licenciements, l'unité de tous les travailleurs est réalisée. Les revendications sont peintes sur des banderoles à l'entrée: garantie de l'emploi, non aux licenciements, maintien des avantages acquis, droit de vivre et de travailler en Corse.

Tous les jours, le matin, les travailleurs se réunissent en assemblée générale. La majorité est maintenant syndiquée; les délégués font le point de la lutte; la vente continue au magasin central; le soir, une garde est assurée, les citernes devant les portes et les travailleurs qui habitent à côté prêts à intervenir.

Déjà, ils ont éconduits un huis-sier qui voulait faire la saisie d'une machine sur la base d'une traite impayée. Le 29 juillet, les ouvriers ont bloqué avec les citernes le port de Bastia, exigeant d'être payés, expli-

quant leur lutte à la population. Le patron, après accord du préfet, a cédé et ordre a été donné à la banque Worms de faire les chèques de la paye.

Avec une bonne humeur communicative, les délégués me résument la situation présente: « On vient de commencer une grève, on ne pensait pas qu'elle allait durer. Mais nous sommes confiants; de toute façon, la paye d'août sera assurée. Nous sommes ouverts à toute solidarité. »

Ils ont déjà reçu celle de l'UD CGT et du PCF. Mais c'est la solidarité de tout le mouvement ouvrier de Corse qui doit s'exercer maintenant et aussi celle des autonomistes. Ces derniers ont tenu dimanche, à Furiani, près de Bastia, un grand rassemblement, mais ne se sont pas encore manifestés en soutien aux grévistes. Quelques ouvriers de Mattéi iront au rassemblement, m'avait assuré les délégués, « parce que nous sommes Corses: chez Mattéi, 98 % des travailleurs sont corses et nous parlons corse entre nous ». Mais la jonction entre la lutte autonomiste et la lutte de classes n'est pas encore faite. C'est pourtant d'elle que naîtra une Corse libre et socialiste.

Correspondant



« Une mise au point » de Gérard Tiersen de la FGE-CFDT

Monsieur le rédacteur en chef
Quotidien « Rouge »
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil
GT/GR
12 août 1977

Monsieur le rédacteur et cher camarade,
Sous le titre « EDF, une grève pour rien » B. Morton porte un jugement sur la grève du personnel d'EDF le 11 août 1977 dont nous lui laissons l'entière responsabilité.

Nous tenons à relever l'une des contre-vérités contenues dans cet article tendancieux, à savoir: l'affirmation selon laquelle « La fédération CFDT de l'EDF aurait tenté de relativiser sa position le matin du 11 août devant le nombre important de sections CFDT refusant le mot d'ordre de grève. »

Passons sur l'expression « mot d'ordre » qui n'a plus cours à la CFDT depuis longtemps mais relevons que le rédacteur méconnaît les positions claires que la FGE-CFDT défend depuis bientôt quatre ans à l'encontre du programme Tout nucléaire et le communiqué que notre fédération a publié dès le 5 août pour condamner les attentats contre les lieux de travail du personnel d'EDF sans laisser planer la moindre ambiguïté quant à la responsabilité première du gouvernement et des directions de l'entreprise nationale dans le climat de violence actuel.

Nous n'avons donc nullement besoin de relativiser une position qui est demeurée constante et que nous avons d'ailleurs expliquée aux journaux qui nous ont ouvert leurs colonnes (cf. « le Monde », « le Matin » et « Libération »).

Mais cela B. Morton ne le savait peut-être pas car Rouge n'a pas jugé utile de publier notre communiqué du 5 août (ci-joint pour le cas où vous l'auriez égaré) pas plus que celui du 11 août.

Si vous ne nous donnez pas acte de cette mise au point, nous serons obligés de constater que votre quotidien se complait à déformer les positions de notre fédération, à censurer ou ignorer les communiqués de presse qu'elle diffuse et à discréditer ses responsables démocratiquement élus par les instances syndicales.

Veillez agréer, Monsieur le rédacteur et cher camarade, l'expression de nos sentiments syndicalistes.

Le secrétaire général
G. Tiersen

Réponse

Le secrétaire de la fédération de l'EGF fait mention d'une partie du communiqué publié par la FGE le 5 août (communiqué que nous n'avons pas reçu, pas plus que celui du 11 dont il est fait mention — nous ne recevons d'ailleurs pas les communiqués de la FGE, pas plus que ceux de la plupart des fédérations de la CGT), mais il oublie sa conclusion. Citons-le: « La FGE redoute que de tels actes (les attentats contre les locaux EDF) soient commis ou exploités par ceux qui veulent créer un climat de tension permanente pour masquer les problèmes économiques et sociaux dramatiquement cruciaux actuellement et pour étouffer l'expression des organisations démocratiques. »

Cette phrase, il faut l'avouer, rejoint singulièrement la thèse des « provocations » par laquelle on explique que les écologistes feraient éventuellement « objectivement » le jeu du pouvoir. C'est sur ce point-là seulement que B. Morton à la suite d'un entretien téléphonique avec un membre de la fédération de l'électricité dans lequel l'accent était mis sur la responsabilité pleine et entière du gouvernement, au soir de la grève d'une heure, a jugé qu'il y avait là une « relativisation » de la position de la FGE.

Nota: G. Tiersen nous a fait parvenir le texte du communiqué du 5 août, mais pas celui du 11 dont il fait mention.

B. Morton

Les flics vendredi chez Mottais, à Redon

Comme pour marquer l'anniversaire de l'occupation de Lip, en août 1973, le pouvoir multiplie en cette mi-août les occupations par la flics de boîtes occupées, souvent depuis plusieurs mois.

C'est vendredi matin, à l'heure du laitier, qu'un peloton de gendarmerie a fait évacué l'entreprise Mottais — menuiserie industrielle porte et fenêtre — à Saint-Nicolas-de-Redon, à deux kilomètres de Redon.

Cette boîte était occupée depuis le 5 avril, c'est ce même jour que le tribunal de commerce de Saint-Nazaire avait prononcé la liquidation judiciaire; cent quarante-sept travailleurs se retrouvaient au chômage (1 400 chômeurs à Redon), six mois avant, l'entreprise avait déjà licencié soixante-deux autres travailleurs. La CGT, majoritaire dans la boîte, se prononçait contre la dislocation de l'entreprise.

En quelques jours, tous les élus du PCF de la région apportaient leur soutien à grand renfort de communiqués de presse et de délégations. Le 23 et 24, une journée « portes ouvertes », réunissant plusieurs milliers de personnes, fut organisée. Mais début mai, le courant et le téléphone était coupé, l'occupation, qui se faisait jour et nuit en équipe, allait devenir rapidement symbolique et occulte. Une journée de la mi-juillet, où nous nous sommes rendus dans l'entreprise occupée, nous avons trouvé seulement quatre travailleurs, totalement désemparés, et d'après eux rien n'était plus prévu pour populariser la lutte.

Pour le responsable CGT d'Ile-et-Vilaine, « le combat continue et l'occupation va se poursuivre à l'extérieur, car il importe de rester vigilant pour que l'outil de travail ne soit pas dispersé et l'entreprise ne soit pas démantelée ».

La CGT d'Ile-et-Vilaine propose aux travailleurs de la région d'envoyer des télégrammes aux préfets du coin. Vu la situation, cela apparaît dérisoire par rapport à la vaste riposte unitaire nécessaire face à ce nouveau coup bas du pouvoir.

En attendant, une assemblée générale était appelée par la CGT, à 9 h, mardi 16 août, devant les locaux de l'entreprise.

correspondant.

MONTEFIBRE: La date de fermeture est repoussée au 5 septembre

Le trust multinational Montedison, qui a décidé de mettre la clé sous le paillason de son usine française de Montefibre, située à Saint-Nabord dans les Vosges, mettant ainsi 1 039 travailleurs à la rue, dans une région déjà fortement touchée par le chômage, n'a donné aucune explication justifiant sa décision. Alors que le trust a construit une usine identique en Espagne et qu'il démarre aujourd'hui une unité de production, cette fois en Italie, dont la capacité annuelle de 150 000 tonnes sera dix fois supérieure à celle de l'entreprise française. La raison n'est donc pas difficile à deviner: c'est la politique du profit qui a guidé les patrons de la Montedison dans leur attitude.

La fermeture de Montefibre était décrétée initialement pour le 23 août. Mais un accord a abouti vendredi soir, devant l'inspecteur du travail d'Epinal, entre la direction de l'usine de Saint-Nabord et l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, qui repousse la date de la fermeture jusqu'au 5 septembre. A la suite d'une décision prise par la direction de l'usine, après la réunion de vendredi,

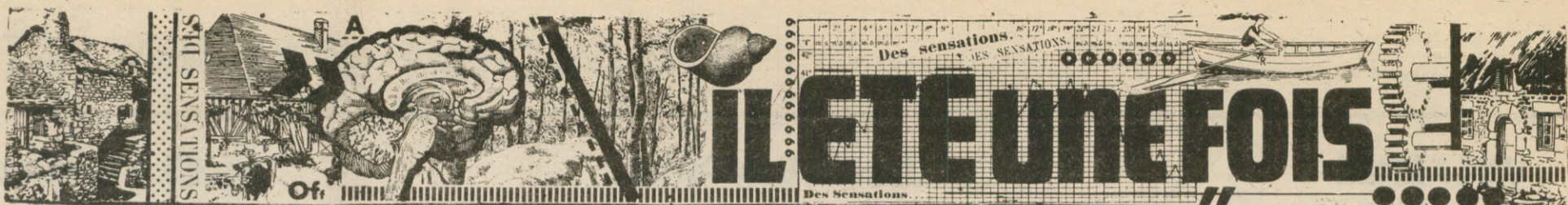
l'entreprise sera approvisionnée en fuel et maintenue en état de fonctionnement minimum de telle façon qu'elle ne se détériore pas et qu'elle soit éventuellement en mesure de reprendre son activité de production normale le plus rapidement possible.

De son côté, le gouvernement par la voix de Poncelet, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, député des Vosges, assure « qu'il interviendrait, si besoin était, auprès de l'Etat italien ». Quant aux syndicats, ils se sont engagés « à libérer l'accès de l'entreprise à la direction et à lui permettre d'assumer la plénitude de ses fonctions ».

Cette attitude des syndicats n'était sans doute pas la meilleure à adopter en pareille circonstance, car elle laisse toute l'initiative à la direction.

Les travailleurs de Montefibre ont désormais une quinzaine de jours pour mettre sur pied une véritable riposte et développer une vaste mobilisation, afin d'annuler la décision prise par la multinationale.

Frédéric Nicolas



A Orange

Fidélio

de Ludwig van Beethoven

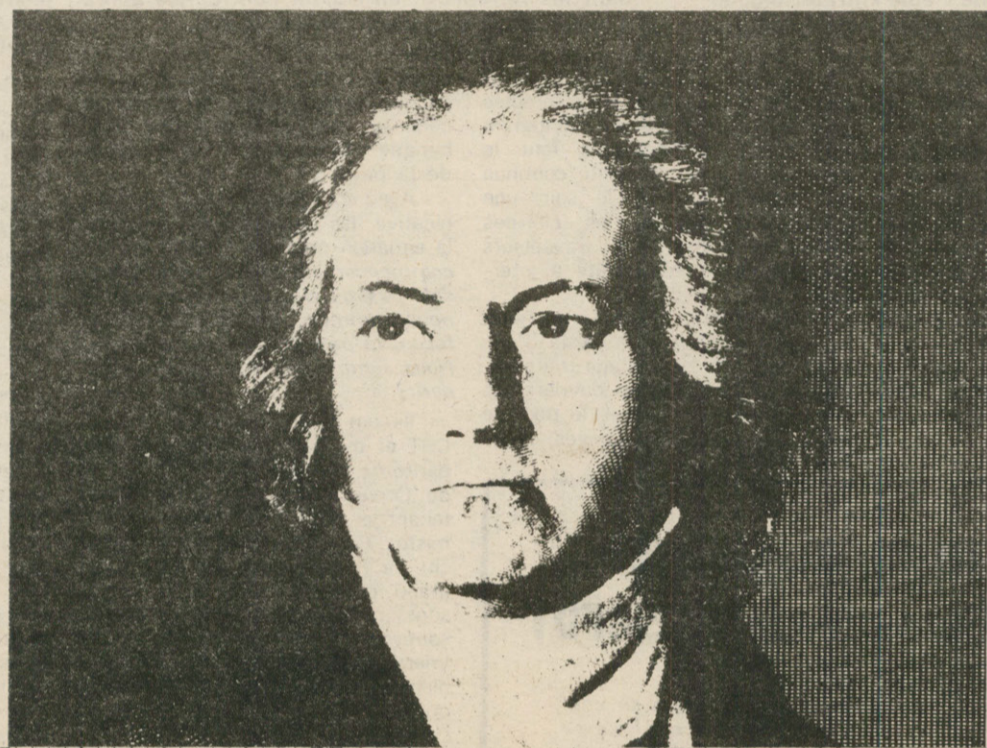
Il a fallu trois tentatives à Beethoven — 1805, 1806 et 1814 — pour qu'il parvienne à écrire exactement ce qu'il voulait exprimer dans son unique opéra.

Le livret

Écrit par un français, Bouilly, accusateur public pendant la révolution, il repose sur « un fait divers authentique : à Tours... une femme travestie se serait engagée comme aide-geôlier à la prison et aurait réussi à libérer son mari incarcéré » (1). Il s'agit donc de Léonor déguisée en Fidélio et partie sauver Florestan. Les autres personnages sont secondaires : le geôlier, sa fille, le portier amoureux de la fille, le gouverneur despotique et ennemi personnel de Florestan, le ministre d'Etat qui délivre tous les prisonniers... Il y a donc deux pièces en une : la première, héritière du XVIII^e siècle galant est l'intrigue la plus conventionnelle qui soit : Marcelline, fille du gardien, est amoureuse de Fidélio (Léonor) et poursuivie par le dadas de portier sous l'œil débonnaire du père petit bourgeois chantant l'or sans lequel aucun bonheur n'est réel... La seconde, 15 ou 25 ans après 1789, c'est la deuxième prise de la Bastille et là, Bouilly n'existe plus, c'est Beethoven, celui de la IX^e symphonie qui chante...

Un hymne à la liberté... (et à l'amour).

Inutile de répéter ici ce qu'on déjà dit du combat politique permanent de Beethoven (Rouge du 2 avril). Ce qui est très remarquable dans l'écriture de *Fidélio*, c'est qu'on entend de façon très distinct les deux pièces superposées. La musique de la gentille intrigue entre les deux jeunes est gens héritée très directement de la musique de cour du XVIII^e ; elle est jolie, agréable, sans plus. L'entrée en scène et en musique du « traître » (le gouverneur) n'est pas non plus décisive. Tout change quand Fidélio/Léonor et/ou Florestan chantent l'amour qui les unit en même temps que la liberté qu'il veulent retrouver ensemble ; ou quand les prisonniers, sortant de leurs cachots-tombeaux opposent la lumière enfin sous leurs yeux à la nuit froide où l'oppression tyrannique les a relégués ; ou encore quand le ministre salvateur, probablement Beethoven, se présente aux prisonniers comme « un frère qui cherche à



connaître ses frères. S'il peut venir en aide, il le fait de bon gré ».

C'est une autre œuvre, un autre monde : celui du romantisme, celui de la bourgeoisie encore révolutionnaire du XIX^e siècle commençant qui érige des barricades pour mettre à bas le vieux monde... et Beethoven est bien là qui prend toute sa place dans ce combat et qui fait sonner, au second acte, les trompettes annonçant cette chute...

On dit souvent qu'à côté de cette recherche héroïque (2) de la liberté, il y en a une autre, aussi insistante, celle de l'amour conjugal. Et d'épiloguer en général sur l'« immortelle bien aimée » restée finalement introuvable parmi des amours nombreuses et dramatiques... Mais, curieusement (?), on insiste beaucoup moins sur le fait pourtant insolite — en tout cas à l'époque — que le héros, dont l'œuvre porte e (sur)nom ... est une héroïne ! C'est de Léonor que tout dépend, c'est par son initiative que toute l'action débouche, c'est non seulement elle qui, directement, délivre son mari, mais qui, ce faisant, fait en sorte que tous les autres prisonniers puissent être délivrés ; c'est donc elle la seule capable d'unir dynamiquement l'amour et la liberté que Florestan ne peut chanter qu'en tant qu'idéal hautement improbable...

La représentation

Misen scène sobre et efficace de Alfred Wopmann. Les deux super-vedettes internationales qui incarnaient Léonor et Florestan ont, en effet, été aussi bouleversants que leur permettait la ferveur beethovenienne dans les mélodies à

eux confiées : Gundula Janowitz et Jon Vickers dans le duo d'amour, une fois, en gros, l'action terminée, ont su nous rappeler, qu'après tout, l'amour entre un homme et une femme, ça pouvait aussi être très beau... Si l'orchestre philharmonique d'Israël ne semble pas être « l'un des tout premiers orchestres du monde » comme le dit le programme — ou était-ce l'acoustique du 36^e rang, deuxième série ? —, Zubin Metha le dirigeait fort bien, ainsi que les excellents chœurs Philharmonia de Londres et l'ensemble des solistes.

A signaler qu'à défaut de costumes Dior, robes Cardin, légionnaires en mission, on eut droit à un autre fléau qui prend depuis quelques mois des proportions inquiétantes : les flash pendant la musique... C'est déjà très ennuyeux quand on est au théâtre des Champs Élysées (1700 places) mais quand on est 10 000 et que seulement 30 ou 50 personnes manient (à contre temps !) leur engin, c'est parfaitement insupportable... sans parler des chanteurs qui n'arrêtent pas d'en prendre plein la gueule, ça doit être charmant pour eux !

Voilà une conséquence — imprévue et très désagréable — de la « popularisation » de la musique, jadis réservée aux initiés et aux grands bourgeois ! Comme *Aida* joué en 1976 — mais en bien mieux — *Fidélio* fera l'objet d'un film passant dans des salles et d'une retransmission télévisée.

Jean-François Godchau

(1) Dans « L'Avant-Scène », résumé p. 5.
(2) Comme le dit dans « L'Avant-Scène » Henri Barraud :

Beethoven, « était un républicain farouche dans une époque où être républicain, c'était infiniment plus compromettant et plus dangereux que d'être « gauchiste » aujourd'hui en France. Car un gauchiste, cela (sic !) circule en toute liberté, cela parle en tous lieux, même à la télévision pour prêcher (sic !) la révolution à l'occasion d'une élection présidentielle... » ! Et si on demandait à Krivine d'écrire une symphonie ?

• Disques »

1) Version « historique » — et « économique » — mais mono de Furtwängler (EMI-VSM) ;
2) Version Jon Vickers N° 1, dirigée par Klemperer ; en général goûtée des critiques (EMI) ;
3) Version Vickers N° 2 dirigée par Karajan ; la plus récente, et qu'on a bien le droit de préférer même si la critique n'est pas (tout à fait) d'accord (EMI-VSM).

• A signaler trois publications :

1) *Diapason* 219 ; juillet-août ;
Une interview de M. le ministre de la Culture (M. d'Ornano) qui déclare qu'il est bien d'accord que faire payer les microsillons au tarif d'objet de luxe, c'est grotesque et scandaleux mais qu'il n'est pas temps (!) de diminuer les ressources de l'Etat ! Discographie comparée commentée de *Fidélions* ; programmes des festivals d'été et d'automne, etc.
2) *Lyrica*, 36, juillet-août.
— Le « programme » de deux candidats à la succession de Rolf Libermann à la direction de l'opéra (depuis, il y a eu la mort de Jean Salusse, P-DG de la maison) et ça a l'air de magouiller sec...
— Interview de Jacques Bourgeois sur le budget des chorégies d'Orange : il ne diminue pas le prix des places parce que les mêmes gens viendraient et qu'il ont les moyens de venir ! Voir à ce sujet *l'Humanité* du 8 août : Orange est devenue en mars une municipalité de gauche ! ; re-discographie et article sur *Fidélio* ;

3) *L'Avant-Scène* (de mai-juin) consacrée à *Fidélio* ;
— livret complet de *Fidélio* avec traduction en français ;
— divers commentaires littéraires et musicaux selon goûts et connaissances de chacun ;
— bibliographie ;
— re-re-discographie complète avec même les versions « piratées ».

Chronique

A la Cité de l'Abreuvoir de Bobigny

La misère moderne

Banlieue nord. Fin juillet. Tristesse ou plutôt « tristesse » des HLM. C'est là que sont entassés les « pauv'gens » : une forte proportion d'immigrés, des familles nombreuses, une population jeune... découverte, démunie et qui, souvent, se laisse emporter par le flot lénifiant et abêtissant des dernières ritournelles « à la con » : les tubes. Tout cela pour tromper un ennui qui envahit ces déserts humains que constituent les villes de banlieue.

Pourtant, certains ont trouvé du travail pour la période estivale. « Bien sûr, c'est pas le Pérou, mais ma mère est contente, car les 1600 F que je vais gagner au Centre commercial seront un bon appoint », me dit Anna, une amie du quartier. Elle s'en sort relativement bien par rapport à la majorité des jeunes de la cité de l'Abreuvoir à Bobigny. Cette année, elle a passé son bac de français, obtenant de bonnes notes. Pour elle, il reste encore un espoir... celui des études. Ses parents se sacrifient depuis une dizaine d'années : pas de vacances, tout juste le minimum vital. « Les enfants font des études, c'est déjà ça »...

Pour les autres, la masse des jeunes des cités HLM, l'avenir est inexistant : une vie au jour le jour en somme. Rejetés par le système scolaire et par le « monde du travail », ils constituent une proie facile et idéale pour tous les marchands d'illusions. Ainsi, la drogue s'est développée à une allure vertigineuse dans le quartier et atteint maintenant les couches les plus jeunes : certains commencent dès l'âge de 13 ans. Dans ce quartier, fortement encadré par le Parti communiste, la passivité générale qui se détache n'est que le reflet de la misère ambiante. Le tout sur fond de bâtiments hideux aux couleurs fades et passées et de murs recouverts de graffitis exprimant le plus souvent les angoisses sexuelles et les refoulements en tout genre. Partout, des bandes d'enfants en haillons parcourent les rares pelouses, elles-mêmes en pièux état, exprimant leur conditionnement dans ces jeux de la violence, les stéréotypes sexistes et racistes apparaissent déjà. « Espèce de pédé », crie un gosse à la chevelure en broussaille, à l'adresse de son camarade refusant de partager le gain de la vente chez l'épicière d'une bouteille vide trouvée dans une poubelle.

Au premier étage d'une tour, s'échappe la voix de Michel Sardou et un peu plus loin Sheila et Eddy Mitchell se chargent d'égayer les journées vides et miséreuses de la banlieue. Du matin au soir, coule ainsi la marmelade musicale de FIP et des « tubes » de RTL.

De temps en temps, un panier à salades vient déranter la « quiétude » de ces blocs de béton. Parfois, comme récemment lors du carnaval de Bobigny, la gauche locale tranquille et respectueuse nous convie à nous divertir : « Déguisez-vous pour le bal populaire et le carnaval »... et attendez quelques mois encore.

En attendant, oublions la misère moderne et dissimulons-là derrière de fausses joies.

Un tel tableau ne doit pas être un constat de la puissance irréversible des forces du pouvoir. Derrière les apparences de cette misère et de ce désespoir, se profile tout le potentiel de renversement des conditions sociales actuelles. La vue des parkings constamment embouteillés de modèles tout neufs, ne doit pas nous faire oublier que, dans ces quartiers, plus de la moitié des gens ne partent pas en vacances cette année. Et ce constat en fait réfléchir plus d'un...

Un immigré de la Cité de l'Abreuvoir Bobigny

ABONNEMENT

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

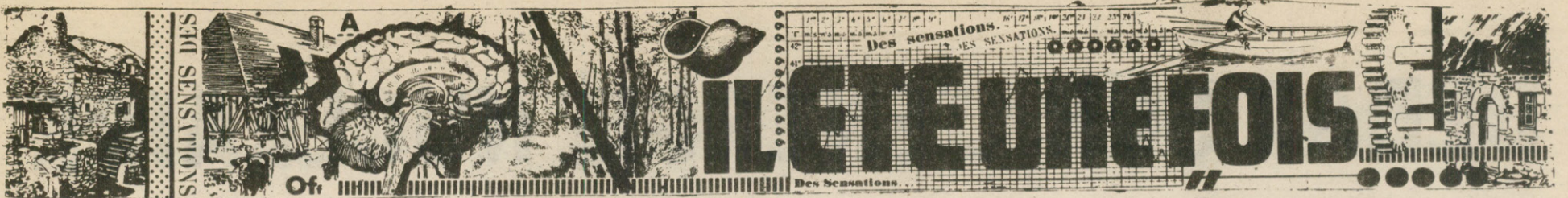
	Normal	Collectivités	Etranger
3 mois	110 F		180 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
12 mois	400 F	275 F	650 F

Pour les abonnements par avion et sous pli fermé demander les tarifs au service abonnement.

Chèques à l'ordre de « Rouge ». Pour l'étranger, vous êtes priés de payer par mandat international à l'ordre de SPN. Eviter les virements bancaires.

Compter un délai de 15 jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.



Aux Dossiers de l'écran, ce soir

LE SOCIALISME UTOPIQUE

« La Cecilia », film de J. L. Comolli

Sur Antenne 2, ce soir, une bonne occasion de réfléchir un peu au « socialisme que nous voulons ».

Le débat de l'émission Dossiers de l'écran a pour thème « le rêve d'une société idéale au XIX^e siècle ». Participeront à la discussion l'écrivain Dominique Desanti, les historiens Jacques Rougerie, Claude Mazauric, Ernest Labrousse et Henri Desroches, ainsi que Marcel Mermez, président de la Cité Horlogère, qui a vécu trente-sept ans en communauté.

Avant le débat, on verra le film « La Cecilia », de Jean-Louis Comolli, ancien critique des « Cahiers du cinéma ». Ce film montre les vicissitudes d'une commune libertaire installée par des militants anarchistes au sud du Brésil, à la fin du XIX^e siècle.

Les besoins de la lutte idéologique au sein du mouvement ouvrier ont fait que pendant longtemps les marxistes insistèrent sur la coupure qualitative entre socialisme utopique et socialisme scientifique. Cette opposition se retrouvait d'ailleurs dans le titre d'une brochure de vulgarisation diffusée dans le monde entier, composée d'extraits du livre d'Engels, « l'Anti-Dühring ».

Pourtant, Engels lui-même, dans cet ouvrage-là, justement, rendait un hommage sincère à ces

magnifiques précurseurs du communisme moderne que furent les utopiques. A l'époque, il soulignait leur rôle incontestable dans la critique de la nouvelle société bourgeoise, leur contribution à la mise en lumière des contradictions

du nouveau mode de production dominant, le capitalisme.

Aujourd'hui, soixante ans après Octobre, après l'expérience tragique de la bureaucratisation de différents processus révolutionnaires, notre réflexion politique ne s'arrête pas seulement sur les moyens d'abattre le système. Elle porte aussi sur les moyens d'éviter la dégénérescence. Cette réflexion sur le type de société que nous voulons construire a engendré un regain d'intérêt pour l'œuvre de ces utopistes qui sont restés longtemps dans l'oubli le plus complet.

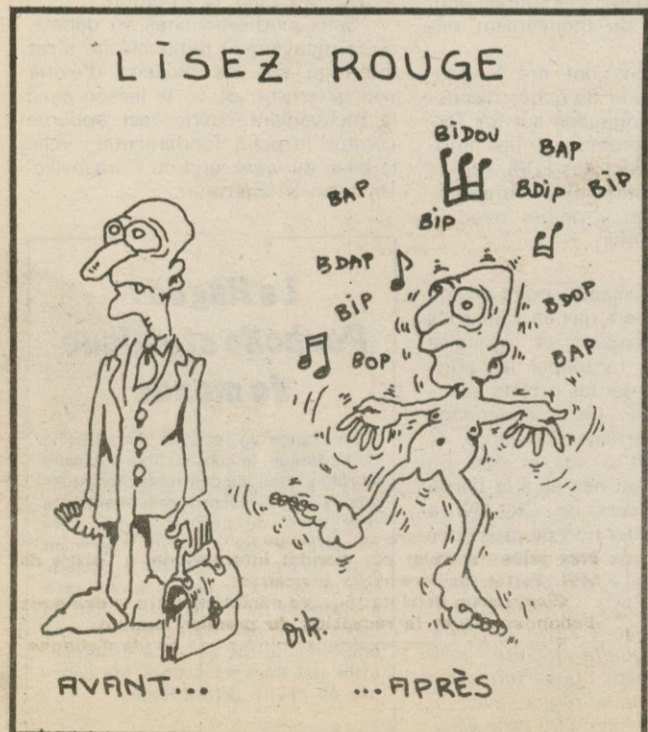
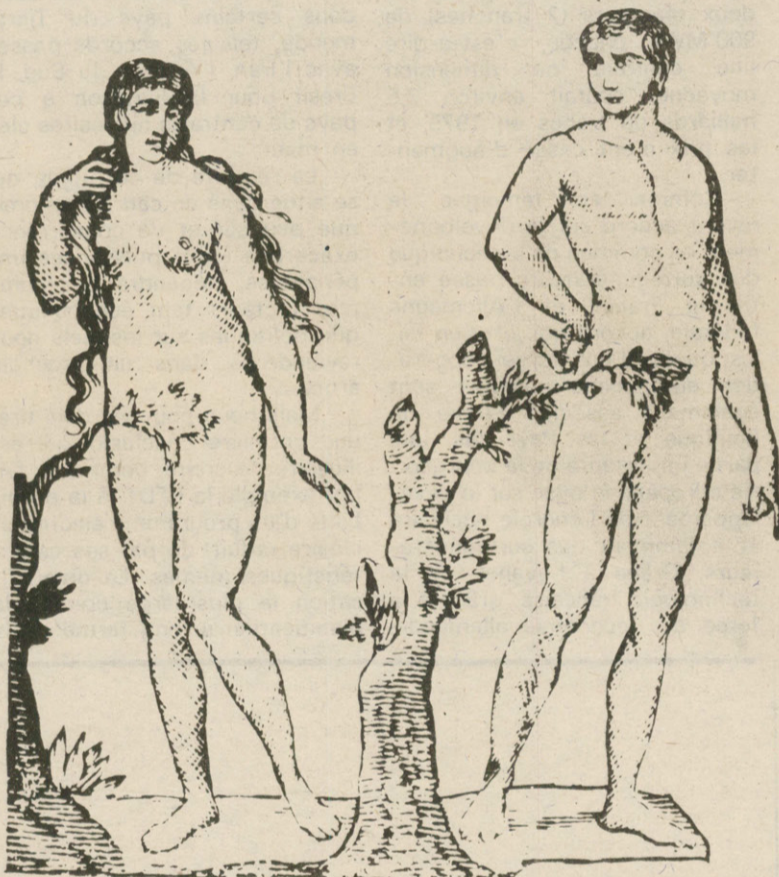
Il y avait d'ailleurs des véritables traits de génie, souvent, chez ces formidables rêveurs qu'étaient Owen, Saint-Simon, Fourier, par exemple. Des rêveurs, au sens où les réclamait Lénine, puisant dans leur imagination des projets et les forces pour changer la société.

Charles Fourier est celui qui est allé le plus loin dans ce sens-là. Dans les phalanstères qu'il projeta, c'est tout un système de relations nouvelles entre les hommes et les femmes qu'il concevait. Il est éton-

nant que bien des années avant les découvertes de Freud et dans un contexte idéologique marqué par le cartésianisme borné, Fourier ait situé les passions au centre de sa vision du monde. Les passions, celles connues et celles qui se développeraient dans la nouvelle société, comme moteur des nouveaux rapports humains, voilà une idée véritablement novatrice, qui tendait déjà à instaurer des liens bien plus intimes entre la politique et notre vie que ceux auxquels nous sommes habitués.

Leur socialisme n'est évidemment pas celui que nous voulons, celui dont nous avons besoin. Nous ne pouvons pas faire l'économie de notre propre élaboration. Il ne s'agit pas de substituer à nos « acquis » d'autres qui nous apporteraient des réponses toutes faites à l'ensemble de nos questions. Mais l'œuvre des utopistes mérite qu'on lui porte autre chose qu'un regard ironique et satisfait. Cette œuvre peut constituer pour nous un stimulant puissant à aller plus loin, à rejeter la grisaille et la routine.

P.A.P.



TELEVISION

— TF 1 —

12.30 Le francophonissime
13.00 Journal
13.45 Anna Magnani spécial
Série tournée peu avant sa mort, avec musique d'Ennio Morricone. La formidable actrice de nombreux films de Rossellini, de Sica, Visconti, Fellini et Renoir interprète quatre portraits de femmes : une révolutionnaire, une chanteuse de café-concert, une infirmière, une prostituée. A voir absolument. Aujourd'hui Rome libérée, avec Marcello Mastroianni. L'action a lieu en 1870, étape finale du Risorgimento pour l'unité politique de l'Italie.

18.05 Pour les jeunes
18.20 Les Mystères de l'Ouest
19.20 Actualités régionales
19.45 Candide caméra
20.00 Journal
20.30 Au-delà de l'horizon : les Vikings, la découverte de l'Amérique
Emission d'Alain Bombard, comme quoi la seule découverte de Colomb serait celle d'arriver à tenir debout un œuf.

21.35 Que fais tu là Petula ?
22.25 Les grandes expositions : Jean-Baptiste Corot L'ami des communards et des paysans.
22.55 Journal

— A 2 —

15.00 Le monde en guerre : l'orage de flammes
Le bombardement aérien de l'Allemagne.
16.00 Aujourd'hui madame
16.55 L'homme à la valise
17.40 La vie des insectes :
Les insectes contre les insectes. Parmi les petites bêtes, c'est la crise !
18.00 Vacances animées
18.45 Flash d'information
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 En ce temps là, la joie de vivre
20.00 Journal
20.30 Les dossiers de l'écran
La Cecilia
Film franco-italien de Jean-Louis Comolli (1975)
Débat : au XIX^e siècle, le rêve d'une société idéale. Voir notre article ci-contre.

23.40 Journal

— FR 3 —

19.20 Actualités régionales
19.40 Pour la jeunesse
19.55 Flash journal
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 La poussière, la sueur et la poudre
Film américain de Dick Richards (1972). Western réaliste : l'apprentissage du métier de cow-boy.
22.00 Journal

Sélection Télé

A VOIR ABSOLUMENT

Vendredi 19 août, 21 h 25, sur FR3 : Planète Baruya (2^e volet de la série de Y. Dunlop, C. Lévi-Strauss et M. Gdelier sur les arborigènes d'Australie).

Samedi 20 août, 21 h 30, sur FR3 : le Choc des cultures (4) : le Goût de la farine de P. Perrault (visite d'une réserve d'Indiens par les Blancs, vue par un des meilleurs cinéastes canadiens).

NOUS AVONS NOTE AUSSI

Spécial Anna Magnani sur TF1 (mardi 16 à 13 h 45, mercredi 17 à 13 h 50, jeudi 18 à 14 h, vendredi 19 à 13 h 50).

Le Monde en guerre sur A2 (mardi, mercredi et vendredi à 15 h).

Mercredi 17 août, 21 h 45 sur A2 : le Temps du soleil (émission-débat sur l'énergie solaire).

Judi 18 août, 21 h 55, sur A2 : Autocritique 68-75 (itinéraire de deux prêtres « engagés » de 1968 à 1975).

LES FILMS DE LA SEMAINE

Mardi 16 août, 20 h 30 sur A2 : la Cecilia (J.-L. Comolli, 1975).

20 h 30 sur FR3 : la Poussière, la Sueur et la Poudre (D. Richards, 1972).

Mercredi 17 août, 20 h 30 sur FR3 : l'Etrange Monsieur Victor (J. Grémillon, 1938).

Judi 18 août, 20 h 30 sur FR3 Hu-Man (J. Lapéroussaz, 1975).

Dimanche 21 août, 22 h 30 sur FR3 : Impasse des deux anges (M. Tourneur, 1948).

En voiture pour Stockholm

Si vous désirez vous rendre à Stockholm le 27 août, vous devez immédiatement écrire à M. Carval, 14 bis, rue Gabriel-Péri, 92700, Colombes. Il dispose d'une place dans sa voiture ce jour-là. Ça tombe bien, non ?

DEBAT SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE

Il est nécessaire d'ouvrir ce dossier sur l'énergie nucléaire en essayant de dégager l'enjeu économique que représente le développement de cette énergie. Car c'est fondamentalement à partir de là que nous pourrions comprendre l'acharnement avec lequel gouvernement et bourgeoisie défendent leur programme électronucléaire.

La réalisation de ce programme n'est aucunement due à la perspective d'un quelconque tarissement à court terme des sources d'énergie « traditionnelles », notamment du pétrole. Les estimations varient, mais la majorité des études faites récemment montrent que les réserves sont encore importantes et que rien ne justifie le catastrophisme (« ou le nucléaire, ou le manque d'énergie à très court terme ») savamment entretenu et qui ne sert qu'à justifier l'ampleur et les rythmes extrêmement rapides qui ont été adoptés pour réaliser le programme électronucléaire. Quant à l'argument de la nécessaire indépendance énergétique nationale, il ne permet pas d'expliquer à lui seul le recours massif à l'énergie nucléaire dont le gouvernement français est aujourd'hui le plus ardent défenseur dans le monde.

Il suffit du reste de constater que la technologie permettant l'utilisation de l'énergie nucléaire était, dans ses grandes lignes, déjà au point dans les années 1950. Et personne alors ne songeait à l'utiliser. C'était le règne du « tout pétrole », dont les puits se trouvaient pourtant dans des « terres étrangères » et l'on savait déjà que les réserves ne seraient pas éternelles. Mais les pays capitalistes ont donné dans les années 1950 et 1960 la priorité absolue au pétrole parce que les prix étaient extrêmement bas (ils n'ont cessé de diminuer de 1950 jusqu'à la fin des années 1960, à l'exception de la brève période de la guerre de Corée), tout en assurant des surprofits aux compagnies pétrolières qui ont eu pendant très longtemps le monopole de l'extraction et de la distribution de « l'or noir » et qui exerçaient un véritable pillage des pays producteurs.

La crise du pétrole de la fin 1973, l'augmentation massive des prix allaient permettre

Tiers-monde auxquels la tension du marché du pétrole avait donné une marge de manœuvre, du moins à court terme, à l'égard des puissances impérialistes, et leur avait permis de faire monter les prix (avec du reste la bénédiction des compagnies pétrolières), d'effectuer de nombreuses nationalisations.

Et c'est dans le cadre du développement de ces sources d'énergie métropolitaines que l'énergie nucléaire a reçu la priorité dans plusieurs pays capitalistes avancés. Avant tout parce que développée pendant et après la Deuxième Guerre mondiale à des fins militaires par les Etats, produite à vaste échelle pour la propulsion des sous-marins, elle était prête, et technologiquement, et du point de vue de l'abaissement des coûts (du moins le croyait-on), à fournir rapidement de l'énergie en grande quantité, alors que son développement avait relativement peu coûté aux trusts privés qui y ont investi.

Un choix dicté par les profits

Voilà qui montre clairement que la production énergétique n'échappe pas aux lois de l'économie capitaliste. C'est la réalisation du maximum de profits qui détermine le choix de tel ou tel type d'énergie. Il faut également remarquer que ce sont ces mêmes mécanismes du marché qui empêchent toute diversification de la production énergétique. En effet, l'importance des investissements qu'exige généralement la production d'une nouvelle forme d'énergie et surtout la volonté des multinationales de rentabiliser à court terme le capital qu'elles investissent ne peuvent que conduire à la plus large application de cette nouvelle énergie en dehors de tout



A deux pas du complexe de La Hague, un petit cimetière...

sement de plus de 10 milliards de la part du CEA (Commissariat à l'énergie atomique); le coût d'une centrale nucléaire de type à uranium enrichi et à eau ordinaire pressurisée composée de deux réacteurs (2 tranches) de 900 MWe chacun, c'est-à-dire une centrale de dimension moyenne, coûtait environ 2,5 milliards de francs en 1975, et les prix n'ont cessé d'augmenter.

Comme en témoigne le récent accord sur le développement en commun de la technique des surrégénérateurs passé entre la France et l'Allemagne fédérale, accord qui jette en fait les bases d'une large coopération européenne puisqu'y sont également associés l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas, une partie importante de la bourgeoisie européenne mise sur le développement de l'énergie nucléaire et notamment des surrégénérateurs. Grâce à l'avance de la technologie française, grâce à la force de l'économie allemande,

et plus précisément de son industrie mécanique lourde et de son réseau étendu de vente, elle peut espérer développer massivement l'électronucléaire non seulement en Europe, mais aussi dans certains pays du Tiers-monde, tels les accords passés avec l'Iran, l'Afrique du Sud, le Brésil pour la livraison à ces pays de centrales nucléaires clés en main.

La réussite de ce projet, qui se situe dans un cadre économique peu sûr et de concurrence exacerbée entre puissances impérialistes, dépendra de multiples facteurs tant économiques que politiques sur lesquels nous reviendrons dans un prochain article.

Mais nous pouvons déjà tirer une première conclusion: il est illusoire de croire, comme le fait par exemple la CFDT, à la possibilité d'un programme électronucléaire réduit, de par ses caractéristiques mêmes. La diversification la plus large comme la planification à long terme de la

production énergétique sont impossibles dans le cadre du système capitaliste, car elles se heurteront aux lois du marché, à la recherche du profit maximum qui amènent inévitablement les entreprises privées à imposer une technologie dominante, facilement monopolisable de surcroît. Et l'Etat s'insère parfaitement dans ces mécanismes; même plus, il les favorise par le biais de sociétés nationalisées, comme le CEA et EDF. Ainsi, ces dernières, grâce à la mise au point de certains aspects forts coûteux de la technologie nucléaire qu'elles prennent en charge, permettent aux multinationales de faire d'importantes « économies ». L'autopsie de la structure de production de l'énergie électronucléaire que nous ferons dans l'article de demain, révélera clairement les liens et les imbrications entre les sociétés nationalisées et les firmes multinationales.

G. Aguirre
(à suivre)

Près de 5 000 personnes se sont rassemblées samedi et dimanche à la Fête « populaire et pacifique » convoquée par le comité Régional d'information et de lutte antinucléaire (CRILAN) dans le petit village de Beaumont (Manche). Celui-ci, si-

tué au centre d'un triangle dont les trois sommets sont l'usine de retraitement de La Hague, l'arsenal de Cherbourg, et le site de la future centrale nucléaire de Flamanville, a donc été le théâtre de la dernière action antinucléaire de l'été.

Malville n'a pas démobilisé. Cinq mille personnes réunies en deux jours, c'est un succès pour une simple fête. C'est en tout état de cause plus que l'affluence traditionnelle des autres rassemblements antinucléaires de la région. Si l'animation culturelle a rythmé ces deux jours, les débats ont constitué les temps forts de la fête. Ainsi, les deux films projetés: « *Condamnés à réussir* » et « *Nucléaire: danger à médier* » ont provoqué des échanges longs et passionnants grâce à la présence de syndicalistes du Centre de La Hague.

Malville n'a pas démobilisé, certes. Mais son ombre a marqué ces deux jours. Les forums de dimanche après-midi, et notamment celui sur « *les luttes antinucléaires en France et à l'étranger* », se sont fait l'écho des interrogations nouvelles qui assaillent les militants antinucléaires. Devant la ferme volonté — et meurtrière au besoin — du gouvernement français de mener à son terme le programme électronucléaire, devant l'obstination des partis de gauche qui entendent conserver l'énergie nucléaire, comment faire pour ne

pas isoler le mouvement antinucléaire? Comment gagner le soutien actif de l'ensemble du mouvement ouvrier?

Ces questions ont été longuement débattues, et de riches discussions se sont engagées sur les formes d'action à promouvoir (les autoréductions des factures EDF), sur les contacts internationaux à entreprendre et la liaison à opérer avec le mouvement ouvrier.

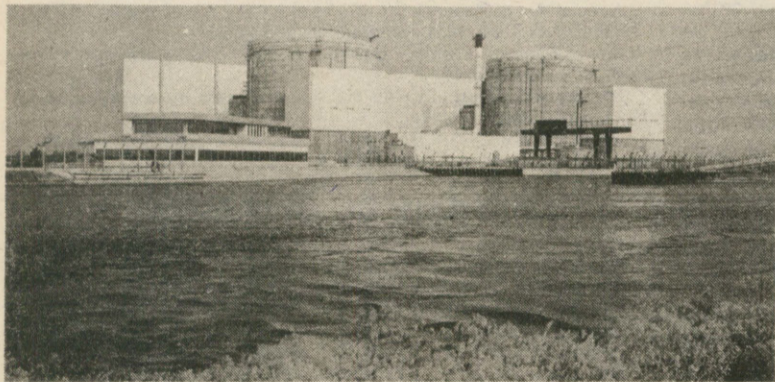
Le CRILAN faisant le point de son action de l'année a mis en valeur les groupements fonciers et agricoles constitués pour regrouper les agriculteurs et retarder les projets annexionnistes d'EDF. Cette expérience recueillie une certaine popularité, et 22 hectares ont d'ores et déjà pu être regroupés au nez et à la barbe d'EDF. Par ailleurs, le CRILAN, a manifesté son intention de présenter des candidats aux prochaines élections législatives, « *Non pour proposer une stratégie d'ensemble* », mais pour « *poser le débat: quelle énergie pour quelle société?* » Il propose également l'ouverture d'un débat public sur la région avec la communauté urbaine, EDF et le CEA,

et demande la publication du plan Orsec-Rad pour le Cotentin.

Deux journées riches en débats, où le mouvement antinucléaire s'est interrogé sur les moyens d'éviter son isolement, et où la liaison avec le mouvement ouvrier est apparue comme le point fondamental: voilà le bilan du week-end de Flamanville. Un bilan prometteur...

La Hague: Poubelle atomique du monde

La France va retraiter dans l'usine de La Hague, le combustible nucléaire « brûlé » dans les centrales atomiques japonaises. L'accord prévoyant ces opérations de retraitement a été paraphé samedi à Tokyo. Apprenant cette nouvelle, le CRILAN a déclaré, lors de la fête de ce week-end, qu'il envisageait de mener une action en liaison avec les comités japonais pour empêcher le départ et le débarquement des déchets radio-actifs destinés au centre de La Hague.



d'accélérer le développement, dans les métropoles impérialistes elles-mêmes, de nouvelles sources d'énergie que l'on « découvre » soudain (pétrole de la mer du Nord, schistes bitumeux et énergie nucléaire) parce qu'elles étaient concurrentielles et rentables face au pétrole des pays traditionnellement producteurs. De plus, leur développement avait l'immense avantage de permettre à l'impérialisme de desserrer sa dépendance énergétique vis-à-vis des pays du

critère social, d'environnement ou même de rendement énergétique.

Ces remarques sont bien évidemment valables pour l'énergie électronucléaire dont les investissements tant pour le cycle du combustible que pour la construction des réacteurs et des centrales nucléaires sont extrêmement lourds. Deux chiffres significatifs: la technique de diffusion gazeuse adoptée par la France pour l'enrichissement de l'uranium nécessite un investis-